

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

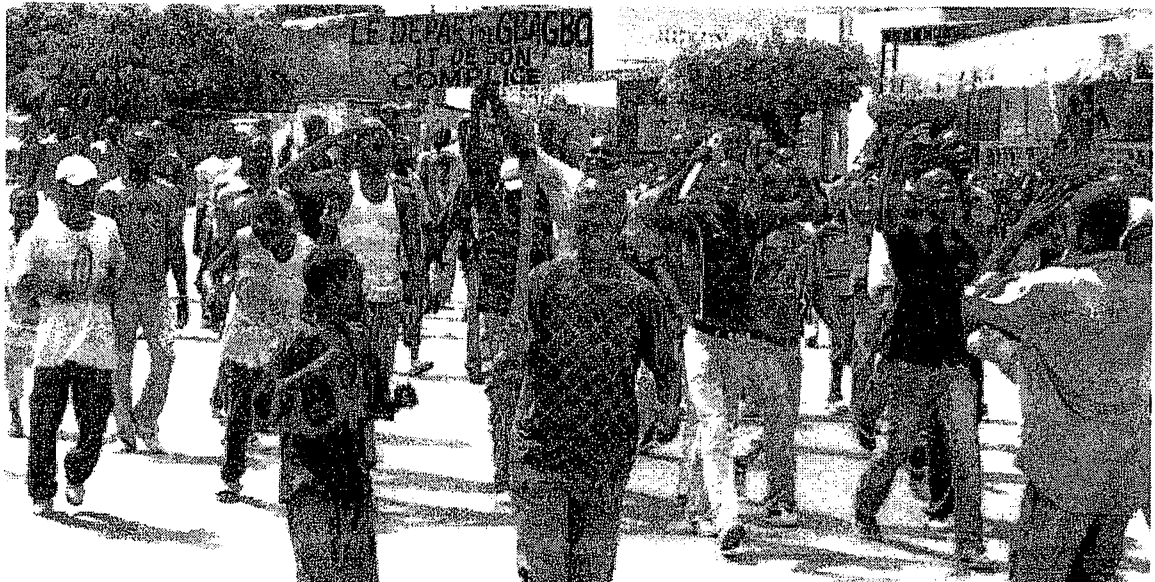
ISSN 0241 0494

Le 13 Février 2011

N° 371

PRIX : 0,60 Euro

CÔTE D'IVOIRE



**LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS A CHOISIR
LA MAIN QUI TIENDRA LE BATON CONTRE EUX**

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Côte D'Ivoire :

- Les travailleurs n'ont pas à choisir la main qui tiendra le bâton contre eux.

- A propos du meeting de Blé Goudé (p.3)

Pages 3 à 7

Après les révoltes populaires en Tunisie et en Egypte et ayant celles qui couvent ailleurs en Afrique.

Pages 7 et 8

Ne pas oublier les luttes du passé pour préparer celles à venir.

Page 9

Mali : Augmentation des prix des denrées alimentaires.

Page 10

Sud-Soudan : A qui profitera la création du nouvel Etat?

ABONNEMENT

FRANCE

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste

Autres pays

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42
92114 - Clichy cedex

COTE D'IVOIRE

LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS À CHOISIR LA MAIN QUI TIENDRA LE BATON CONTRE EUX

Plus de deux mois après le second tour des élections présidentielles, la crise postélectorale n'a toujours pas connu son dénouement. L'Union Africaine a désigné un « panel » constitué de cinq chefs d'Etat, pour tenter de dénouer le problème.

Obama et Sarkozy ont certes affiché leur préférence pour Ouattara. Il a sans doute donné pleine satisfaction aux grands de ce monde et surtout aux milieux des banques et de la finance internationale pour avoir été un bon serviteur du FMI (Fond Monétaire International). Cela se passait à une époque où cet organisme imposait les tristement célèbres « plans d'ajustements structurels » aux gouvernements des pays du tiers monde pour que ceux-ci répercutent impitoyablement le poids de leurs dettes internationales sous forme de ponctions sur les budgets des services publics et sous forme d'attaques contre le niveau de vie des salariés de l'Etat. Ca s'est traduit par une catastrophe pour toutes les classes pauvres.

Pour l'instant les grandes puissances continuent de bouder Gbagbo mais elles savent très bien que celui-ci n'a rien à leur refuser. Les affaires des compagnies françaises et américaines ont d'ailleurs été fructueuses durant les dix ans que Gbagbo a été au pouvoir. Ils le craignent tellement peu que récemment plusieurs députés sarkozistes s'apprétaient à faire le déplacement pour être reçus par Gbagbo au palais présidentiel. Manière pour eux de le reconnaître en tant que président.

Ouattara quant à lui, a été Premier ministre de Houphouët. A ce titre il n'a fait preuve d'aucun état d'âme pour procéder à des coupes sombres sur les budgets des services publics à tel point que les hôpitaux et les centres de santé ont été laissés à l'abandon. Les soins qui étaient jusque-là gratuits ont commencé à devenir payant. Les salaires des nouveaux enseignants ont été divisés par deux. Les postes de ceux qui partaient à la retraite n'étaient plus remplacés. Des milliers de « journaliers » dans l'administration ont été jetés à la rue.

Tout cela pour dire que ceux qui parmi les travailleurs pensent qu'avec lui ce sera meilleur, se trompent complètement.

Ouattara et Gbagbo ont eu des parcours différents. Ce dernier s'est construit une réputation de démocrate voire de "socialiste" pour avoir été le principal opposant au régime d'Houphouët Boigny à l'époque où celui-ci, secondé pendant quelques années par Ouattara, imposait le régime de parti unique. Gbagbo a connu la prison et les années d'exil.

Cela n'a pas empêché qu'une fois au pouvoir, sa première mesure a été en faveur des riches : il a demandé une « trêve sociale » aux ouvriers alors que leurs conditions de vie et de travail étaient déjà complètement dégradées. Cela, bien entendu, au nom de « l'intérêt national » !

Il a fait le choix de ne pas rétablir l'ancien « code de travail » démolé par Bédié. Ce code de travail obligeait les patrons à embaucher les travailleurs ! Le rétablir ne coûtait pas de l'argent à l'Etat et aurait permis

l'embauche de plusieurs dizaines de milliers de travailleurs aujourd'hui réduits à être des journaliers à vie ! Gbagbo ne l'a pourtant pas fait. Ce n'était pas de sa part une question d'argent. C'était un choix politique clair contre la classe ouvrière, en faveur des exploités !

En 2008, quand les femmes sont sorties dans les rues avec leurs casseroles pour protester contre la flambée des prix qui les réduisait elles et leurs familles dans la misère, Gbagbo aurait pu obliger le patronat à augmenter les salaires. Non seulement, il ne l'a pas fait mais il a au contraire envoyé ses « corps habillés » tirer sur les femmes, causant la mort de l'une d'entre elle à Yopougon et d'un enfant à Port-Bouët.

Autant dire qu'il n'y a absolument aucun intérêt à préférer l'un plutôt que l'autre de ces

deux concurrents au pouvoir. Ils ne se différencient que par leur verbiage et veulent tous les deux appliquer une politique conforme aux intérêts des classes riches, c'est-à-dire obliger les travailleurs à accepter les bas salaires et les mauvaises conditions d'existence. Ils sont prêts à nous l'imposer par la violence de l'appareil d'Etat au cas où nous nous soulèverions pour réclamer notre droit de vivre dignement et décemment.

Quelle que soit notre préférence lors des élections présidentielles, nous les travailleurs avons aujourd'hui tout intérêt à effacer les rancœurs et le poison de la division que chacun des deux camps a distillé dans nos esprits. Si nous sommes unis pour nos intérêts et si nous trouvons le chemin de notre organisation, nous avons la force de faire échec aux attaques patronales et gouvernementales contre notre niveau de vie.

COTE D'IVOIRE

A PROPOS DU MEETING DE BLE GOUDE !

Le 5 février, Blé Goudé a organisé un meeting à la place de la République (au quartier du Plateau, à Abidjan) pour protester contre la présence du président burkinabé au sein du « panel » des chefs d'Etat commis par l'Union Africaine pour tenter de trouver une solution à la crise postélectorale. Cette manifestation a rassemblé des milliers de personnes.

Ce n'est pas étonnant quand on sait que les partisans du LMP (La Majorité Présidentiel) sont convoyés par des bus et des transports privés escortés, sécurisés par les Forces de défense et de

sécurité (FDS) ! Quand il s'agit des partisans du RHDP (Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix), ceux-ci sont traqués, gazés, blessés et même tués par les forces de l'ordre !

Alors quand Blé Goudé affirme avec fierté qu'il est le maître de la mobilisation de la rue, il ne dit pas que ses partisans n'ont pas à craindre les chars de la BAÉ (brigade anti-émeute) qui sont postés à chaque carrefour. Il oublie que les morts qu'on dénombre par dizaines voire par centaines sont toujours du côté de l'opposition.

APRES LES REVOLTES POPULAIRES EN TUNISIE ET EN EGYPTE

ET AVANT CELLES QUI COUVENT AILLEURS EN AFRIQUE

Le 16ème sommet de l'Union Africaine (UA) qui s'est tenu à Addis Abéba du 24 au 31 janvier dernier a réuni les dirigeants des pays africains pour soi-disant "examiner la situation politique du continent". Alors qu'une crise sans précédent se déroulait presque sous leurs yeux en Tunisie et en Egypte, alors qu'en Algérie la vague de mécontentement et de contestation menace de

plus en plus ouvertement le régime du dictateur Bouteflika, alors que les dirigeants marocains et mauritaniens vivent sous la crainte de cette même vague de contestation qui ne connaît pas de frontière, ces dirigeants ont réussi la prouesse de ne pas parler de cette situation brûlante qui touche pourtant directement des Etats membres de plein droit de l'Union Africaine. Ils se sont contentés tout

juste d'un communiqué laconique sur le cas de la Tunisie en se félicitant que la "transition" du pouvoir se fasse "en conformité avec la constitution".

Interrogé sur ce silence assourdissant, un des porte parole de l'UA s'est contenté de déclarer que la "non ingérence dans les affaires internes d'un Etat membre" fait partie d'une des règles de l'UA. Ce qui n'a pas empêché cette même UA de se pencher sur la situation en Côte d'Ivoire et de désigner un "panel" constitué de cinq chefs d'Etats pour tenter de trouver une solution à la crise ivoirienne.

En tout cas, même s'ils n'ont pas parlé publiquement de cette vague de contestations et de révoltes populaires qui balaie le nord du continent, il est évident que cette situation préoccupe, à plus d'un titre, un grand nombre de dirigeants africains, plus particulièrement ceux qui sont dans la zone sub-saharienne. Ils savent que les conditions qui ont conduit, en Tunisie puis en Egypte, des centaines de milliers de personnes à descendre dans la rue, à braver la violence policière, existent aussi chez eux et peuvent engendrer les mêmes révoltes contre leur pouvoir.

Le chômage, la vie chère, la dictature, la corruption, les détournements des fonds publics par les dirigeants et par leurs familles, le népotisme, le clientélisme, etc., existent sur l'ensemble des pays du continent. Ce sont toutes ces choses-là qui ont fait éclater la colère populaire longtemps étouffée et qui ont fini par balayer Ben Ali et Moubarak. Le premier a sévi durant 23 ans et le second près de 30 ans.



manifestation anti-Moubarak au Caire

Le colonel Kadhafi a été un des rares à déplorer publiquement l'éviction de Ben Ali. Il est probablement bien placé, en tant que voisin direct et ami de ce dernier, pour savoir que lui-même pourrait subir le même sort même si jusqu'à aujourd'hui sa dictature n'est pas confrontée à une contestation populaire ouverte. Mais ce n'est pas parce que la colère ne se voit pas et ne se manifeste pas (pour le moment) dans la rue qu'elle n'existe pas. On pouvait dire la même chose de la Tunisie de Ben Ali qui avait été montrée par les dirigeants des puissances impérialistes comme le modèle de croissance économique et de stabilité politique... jusqu'au jour où une goutte d'eau a fait déborder le vase. Cette goutte d'eau, ce fut le jour où un jeune chômeur qui survivait grâce à la vente de quelques marchandises s'est immolé par le feu à la suite de la destruction de son étalage par la police. Cela s'est passé le 17 décembre dernier dans la ville de Sidi Bouzid (40 000 habitants). Cela a tellement ému la population que la colère s'est rependue comme une trainée de poudre. Toutes les colères et les rancœurs à l'encontre du régime ont fini par éclater au grand jour. Les manifestations se succédaient jusque devant les sièges du ministère de l'Intérieur et du parti unique de Ben Ali. Ni les arrestations ni les balles de la police n'arrivaient à bout de la révolte. Les dirigeants des grandes puissances impérialistes, notamment ceux de la France dont la bourgeoisie a d'énormes intérêts en Tunisie, ont fini par lâcher leur protégé Ben Ali pour préserver l'essentiel pour eux, à savoir leurs intérêts capitalistes. C'est le même sort qu'a vécu l'égyptien Moubarak après 18 jours de manifestations populaires dans les rues du Caire.

Après l'Egypte, l'Algérie?

Bouteflika en Algérie est confronté depuis plusieurs semaines à une vague de contestation et a commencé à promettre un assouplissement de l'Etat d'urgence en vigueur depuis 1992. il a également fait baisser la TVA sur les denrées alimentaires, promis du travail pour les jeunes, des logements sociaux, etc. Mais la contestation ne semble pas diminuer d'intensité. Malgré l'interdiction de manifester, malgré le déploiement de 40 000 policiers dans la capitale (selon un dirigeant d'un parti de l'opposition), malgré le déploiement de blindés pour les intimider, malgré l'arrestation de plusieurs centaines de personnes la veille ainsi que le jour de la manifestation, plusieurs centaines de personnes (2000 selon certaines sources) ont tout

de même osé braver l'interdiction en sortant dans la rue.

Et en Mauritanie?

En Mauritanie, le pouvoir d'Ould Abdel Aziz craint aussi depuis plusieurs semaines que la flambée des prix (sucre, l'huile et lait en poudre) qui frappe les couches populaires, ne provoque des manifestations de rue qu'il risque de ne plus contrôler. Une marche et un meeting regroupant des partis d'opposition ont eu lieu le 13 janvier à Nouakchott pour protester contre cette situation. Pris de peur, le président et son Premier ministre ont annoncé qu'ils allaient "prendre les mesures les plus urgentes... pour permettre de contenir les prix". Visiblement ce que craint le pouvoir, ce ne sont pas les partis d'opposition dirigés par des notables qui défendent fondamentalement les mêmes intérêts que lui, c'est-à-dire ceux des riches. Ce qu'il redoute le plus c'est que la vague de révolte qui déferle depuis la Tunisie jusqu'à l'Algérie voisine, n'atteigne la Mauritanie.

La colère gronde aussi au Sénégal

Le Sénégal ne fait pas partie du Maghreb et n'a pas de frontière commune avec l'Algérie, la Tunisie et l'Egypte mais il est confronté au même problème de fond. Les grands médias d'Etat ne parlent jamais des manifestations de colère qui éclatent régulièrement dans les quartiers populaires depuis le mois de décembre 2010. Un témoin affirme que depuis le 8 janvier il y a "au minimum deux ou trois soirées d'émeutes par semaine" dans plusieurs quartiers populaires de la capitale. Certes pour le moment il ne s'agit que de quelques groupes de jeunes qui expriment leur ras-le-bol contre les coupures intempestives d'électricité. Mais ils protestent aussi contre l'augmentation du prix de cette électricité (40% en cinq ans), contre la cherté de la vie, contre le chômage qui frappe durement les couches populaires et plus particulièrement cette jeunesse des quartiers défavorisés dont l'avenir est bouché. Même si jusqu'ici leurs parents ne les suivent pas dans la rue, ils les soutiennent tout de même car ils en veulent à ceux qui dirigent ce pays de ne rien faire en leur faveur.

Depuis le mois de novembre dernier les prix des denrées alimentaires ont connu des augmentations spectaculaires dépassant parfois les

niveaux atteints en 2008, année qui a connu la grave crise alimentaire provoquée par la spéculation sur les produits de consommation comme le riz. Le gaz butane que presque toutes les familles utilisent pour la cuisson des aliments a augmenté de plus de 30%. Le sucre, l'huile alimentaire, la farine, le lait en poudre, etc... tout a augmenté sauf les salaires des petits employés et des travailleurs. A toutes ces difficultés se sont ajoutées les coupures de courant de plus en plus fréquentes et de plus en plus longues (parfois plus d'un jour et demi dans les quartiers pauvres). Ce problème de fourniture de courant dure depuis des années. Il existait déjà sous le régime du président Abdou Diouf. En le succédant en l'an 2000, Wade avait promis de trouver une solution. Non seulement il n'a pas réglé le problème mais celui-ci n'a fait qu'empirer.

Plus de dix ans après, en octobre 2010, il nomme son propre fils au poste de ministre de l'Energie et lui donne comme mission de régler la crise de la Sénélec (Société nationale de l'électricité). Il a de nouveau menti en parlant de "plan d'urgence". Mais depuis cette date aucune action concrète n'a été entamée et rien ne permet d'entrevoir une quelconque solution avant plusieurs années. Dans les quartiers pauvres, les habitants sont excédés par ces coupures qui ne font que s'amplifier et auxquelles s'ajoutent celles de l'eau. C'est pour cela que de plus en plus de parents soutiennent les jeunes qui brûlent des pneus dans les rues et qui font du bruit pour se faire entendre par les autorités.



manifestation contre la flambée des prix à Dakar en 2008

A tous ces mécontentements dans les quartiers populaires s'ajoute aussi la colère des

employés des hôpitaux publics qui font la grève et qui protestent contre la dégradation de leurs conditions de travail et contre leurs bas salaires. Ces grèves sont fréquentes et pas seulement dans la capitale. Mais le gouvernement les ignore avec un total mépris. Tout dernièrement, au début de ce mois de février, ce sont les enseignants des écoles publiques qui se sont mis en grève pour le paiement de leurs salaires.

Les raisons de mécontentement sont donc nombreuses au Sénégal même si cela ne se voit pas forcément par le nombre de manifestants dans les rues de Dakar ou d'autres grandes villes. Et même si les médias d'Etat et les autorités font mine de les ignorer et de les négliger, elles craignent la généralisation de cette colère. C'est cette crainte qui a conduit le gouvernement à annoncer le 4 février qu'il allait procéder à une baisse des prix des denrées de base. C'est ainsi que le kilo de riz ordinaire local (appelé riz Goana par les habitants) est passé de 300 à 250 F cfa, le litre d'huile végétale de 1100 à 1000 F, l'huile non raffinée (dite huile de barrique) de 950 à 800F, le lait en poudre de 1300 à 1200 F les 500 grammes, le savon ordinaire de 275 à 250 francs le morceau de 500 grammes. La bouteille de gaz butane de 6 kilo qui coûtait 4000 F est passé à 3750 F. Il faut noter que cette baisse toute relative des prix s'est faite essentiellement sur le dos des petits commerçants à qui le pouvoir a imposé la réduction de leurs marges sous peine de trois mois d'emprisonnement. Les grossistes eux, n'ont subi aucune contrainte, ni aucune obligation de diminution des marges. Le gouvernement les a excusés par avance en disant qu'ils ne peuvent pas diminuer leurs prix tant qu'ils n'auront pas épuisé leurs stocks.

Cela dit, malgré cette récente baisse, le niveau des prix des denrées de base est toujours resté très élevé du fait de la précédente flambée. Néanmoins en prenant cette décision le gouvernement a peut-être donné (sans le vouloir) un signe d'encouragement à tous ceux qui ont des raisons de manifester leur colère contre la dégradation de leurs conditions d'existence pour exiger de lui d'autres actions concrètes en leur direction.

Il est de plus en plus fréquent d'entendre (pas seulement de la bouche des politiciens sénégalais de l'opposition) mais aussi de la part des petites gens qui suivent l'actualité au Maghreb,

qu'ils souhaitent que Wade subisse le même sort que Ben Ali et Moubarak. Il y a au moins une chose qui unit ces trois hommes : c'est le fait qu'ils préparaient leur succession à la tête de l'Etat par leur propre fils. Mais cette ambition, ils n'étaient pas les seuls à en rêver. Kadhafi, par exemple, fait partie de ceux-là. Il y en a qui l'ont réalisé après leur mort. Au Togo c'est Eyadema fils qui a succédé à son père, au Gabon c'est Bongo fils et en RDC c'est Kabila fils. D'autres dictateurs encore au pouvoir rêvent peut-être secrètement de transmettre le pouvoir à leur descendance. En ce moment ils doivent certainement se poser des questions. En tout cas celle-ci ne se pose plus pour Ben Ali et Moubarak.

Les exploités ont à lutter pour leurs propres intérêts

Tout le monde parle de "révolution" et de "démocratie" qui seraient réalisées en Tunisie puis en Egypte, y compris les dirigeants des grandes puissances qui se sont félicités (après coup) de la "transition" telle qu'elle s'est faite dans les deux pays, c'est-à-dire sans la remise en cause de leurs intérêts généraux. Barak Obama, Sarkozy et la bourgeoisie qu'ils représentent voudraient que les travailleurs et les classes pauvres se contentent de quelques symboles et fassent confiance au "gouvernement de transition". Ce qu'ils veulent avant tout c'est que tout rentre dans l'ordre pour que l'exploitation capitaliste continue comme avant. Il est donc vital que les travailleurs prennent conscience qu'ils ont en face ou à côté d'eux des ennemis déguisés en faux amis et que la "démocratie" et la "liberté" qu'ils préconisent, sont des coquilles vides.



Rassemblement de femmes dans les locaux de l'UGTT à Kasserine (Tunisie) le 24 janvier 2011

Oui les travailleurs et les classes exploitées ont besoin de liberté, oui ils ont besoin de plus de démocratie. Mais ce n'est pas par le remplacement de quelques têtes au sommet de l'appareil d'Etat qu'ils pourront les obtenir. Il faudra qu'ils les imposent par la force, par leur lutte farouche contre la classe des exploités et des parasites. Il est important que les travailleurs sachent que c'est le

système capitaliste qui se trouve derrière toutes les dictatures et qui est à la base de l'exploitation et de l'oppression, et que c'est ce système qu'il faut abattre pour en finir réellement avec la misère et l'oppression. Sans une telle conscience, les travailleurs sont piégés, leur luttes et leurs sacrifices finissent par engendrer des pouvoirs qui se retourneront inéluctablement contre eux.

NE PAS OUBLIER LES LECONS DES LUTTES DU PASSE

POUR PREPARER CELLES A VENIR

Même si les mouvements populaires qui secouent actuellement le Maghreb ne sont pas totalement comparables à ceux qui secouèrent de nombreux pays d'Afrique noire vers la fin des années 80 et vers le début de la décennie suivante, il n'est pas inutile de rappeler quelques aspects politiques de ce "vent du multipartisme" qui fit trembler la plupart des dictatures. Certaines d'entre elles furent renversées par des révoltes populaires.

Vers la fin de la décennie des années 1980 les pays africains étaient durement frappés par la crise économique. La chute des cours des matières premières comme le café, le cacao mais aussi d'autres produits d'exportations provenant de l'Afrique, a eu de graves répercussions sur l'écrasante majorité de la population africaine. La plupart des Etats africains dont les recettes provenaient presque exclusivement de l'exportation de ces produits se trouvaient presque en faillite. Ils s'endettaient de plus en plus et ce sont les populations pauvres qui eurent à en payer le prix. Les grandes puissances impérialistes qui tenaient le cordon de la bourse firent pression, par le biais du FMI et de la Banque Mondiale, sur les Etats africains pour qu'ils diminuent le nombre de fonctionnaires ainsi que les budgets alloués aux infrastructures sociales.

Ces mesures impopulaires engendrèrent la contestation. C'est dans le milieu des enseignants et des étudiants que la contestation était la plus forte. Les régimes dictatoriaux sévissaient sévèrement pour mâter toute action susceptible de troubler l'ordre public. C'était partout (sauf au Sénégal) le règne du parti unique. Rappelons que même le peu de liberté politique qui existait du

temps de la colonisation jusqu'à la veille des indépendances, avait été partout abolie.

C'est au cours de cette période de crise économique que la revendication du multipartisme se propagea comme une trainée de poudre et gagna presque tous les pays africains en l'espace de quelques mois.

Face au vent de révolte qui soufflait sur tout le continent et plus particulièrement dans son "pré carré" africain, l'impérialisme français avec François Mitterrand à sa tête, imposa le multipartisme à l'ensemble de ses valets en les convoquant à la Baule (une ville balnéaire française) le 20 juin 1990. Houphouët Boigny, Bongo ou Eyadéma, les plus fidèles parmi les plus fidèles, ne voyaient pas cela d'un bon œil. mais ils durent avaler leur orgueil et boire la potion que leur imposait leur maître et protecteur. On se souvient de l'expression de Bongo qui disait : "On m'a dit de faire ça, alors je le fais".

Ce qui importait pour la grande bourgeoisie française qui avait d'énormes intérêts dans ses anciennes colonies d'Afrique, c'était avant tout la sauvegarde et la perpétuation de ce système de pillage hérité du colonialisme. C'est donc bien malgré eux que nos dictateurs furent contraints d'adopter le multipartisme à partir du début de la décennie 1990.

La révolte populaire qui balaya le régime Moussa Traoré au Mali, il y a 20 ans

Quelques dictateurs furent balayés par ce vent de révolte. Ce fut le cas, entre autre, du

général Moussa Traoré au Mali, renversé le 27 mars 1991, par un coup d'Etat du lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré à la suite d'une grande révolte populaire qui dura plusieurs semaines et qui fit plusieurs centaines de morts parmi les manifestants.



Moussa Traoré et François Mitterrand

La capitale, Bamako, fut le théâtre de grandes manifestations. Elle fut paralysée pendant plusieurs jours. Plusieurs entreprises d'Etat étaient en grève de même que les écoles et l'université. Cette révolte fut assez profonde pour que les policiers qui avaient pris l'habitude de rançonner et racketter la population disparaissent durant quelques mois de peur d'être reconnus et lynchés par leurs victimes. Même les fonctionnaires corrompus qui sévissaient à tous les échelons de l'administration se firent plus discrets pendant un certain temps pour échapper à la vengeance de la population en colère.

Il régna au Mali une atmosphère de relative liberté durant une courte période. Une fois que la population et plus particulièrement les jeunes étudiants et scolaires finirent par se démobiliser, la situation redevint comme avant. Un certain nombre de politiciens, de hauts cadres de l'administration ou d'officiers trop ouvertement liés au régime de Moussa Traoré furent bannis ou emprisonnés. Mais la plupart d'entre eux retournèrent leur veste et continuèrent tranquillement comme si de rien n'était. Moussa Traoré lui-même qui a énormément

de sang sur les mains est redevenu aujourd'hui un homme "respectable" après un séjour dans une prison dorée. Tout dernièrement, lors de la cérémonie de célébration du cinquantenaire de l'indépendance du Mali, il faisait partie du gotha des personnalités invitées à la tribune d'honneur par ATT.

Les travailleurs, les jeunes des quartiers populaires qui avaient participé activement à cette révolte, qui avaient fait des grèves et des manifestations parfois au péril de leur vie, tous ces gens-là n'ont pas vu les changements auxquels ils aspiraient après tant de sacrifices. Parce que ceux qui ont tiré les marrons du feu ne sont pas si différents de ceux d'avant. Quelques têtes ont changé au sein du pouvoir, quelques politiciens bourgeois ont émergé de l'instauration du multipartisme mais pour l'écrasante majorité de la population, pas grand chose n'a changé dans sa vie quotidienne. Comme avant, ils subissent le mépris des dirigeants. Les ministres, les hauts cadres de l'administration continuent de s'en mettre plein les poches en détournant l'argent des caisses de l'Etat. Les policiers continuent comme avant de vider les poches des petites gens en toute impunité.

Dans les campagnes, Les meilleures terres sont cédées à de grandes firmes capitalistes ou à quelques rapaces de l'agro business ou à des Etats à la recherche de terres pour les besoins de leurs bourgeoisies, au détriment des petits paysans locaux.

Cette vague de révolte qui a déferlé sur de nombreux pays subsahariens il y a 20 ans, a montré que quand les travailleurs ne se battent pas pour mettre en avant leurs propres revendications de classe et ne s'organisent pas indépendamment des partis bourgeois ou petits bourgeois ce sont toujours ces derniers qui profitent de la lutte des pauvres pour parvenir au pouvoir. Les travailleurs ne peuvent pas compter sur un "sauveur" pour améliorer leurs conditions d'existence, mais sur leurs propres luttes, et que pour cela il est indispensable qu'ils se dotent d'une organisation politique communiste révolutionnaire.

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * *
*
*

MALI**AUGMENTATION DES PRIX DES DENREES ALIMENTAIRES**

Ces derniers mois on a vu au Mali une augmentation des prix des denrées de premières nécessités. Ainsi le riz qui était à 14 000 Fr. CFA les 50 kilos, est passé maintenant à 15 000 Fr CFA. Le kilo de sucre coûtait 550 Fr, il est passé à 650 Fr. Le lait en poudre de 500g est passé de 1250 à 1400 Fr. Les 50 kilos de farine de blé coûtent aujourd'hui 22.500 Fr au lieu de 20.000 Fr. Le sac de 100 kilos de mil suit la même augmentation, de 12.000 Fr il est passé à 17.000 Fr.

Les autres denrées comme l'huile, le pain ont suivi les mêmes augmentations. Les produits industriels comme les bouteilles de gaz d'importation n'y ont pas échappé. La majorité de la population pauvre mange rarement de la viande, c'est un produit que seuls les fonctionnaires peuvent se payer, mais avec parcimonie pour les plus petits d'entre eux. C'est la même chose pour le poisson. Ceux dont les moyens le permettent peuvent de temps en temps s'offrir des poissons comme le Capitaine et le Tioff, qui coûtent quelques milliers de Fr. Quant à la population pauvre elle se contente des petits poissons comme le yaboy qui coûte 400 Fr le kilo. Quant aux salaires, ils n'ont pas bougé depuis des années. C'est toujours 1000F par jour pour les manœuvres et 2500 Fr pour les maçons et plombiers.

Avec cette situation la vie est très dure pour tout le monde. Même les transports n'ont pas

échappé à l'augmentation. Plus particulièrement ceux qui voyagent entre Bamako et Dakar. Le réseau ferré ne fonctionne plus pour les passagers. Et quand ça fonctionne on met plusieurs jours entre les deux villes. Du coup les gens préfèrent voyager en bus et taxi brousse. Il faut beaucoup de patience à la frontière entre les deux pays. Ce qui fait qu'on reste plusieurs heures à attendre au poste de contrôle de chaque côté de la frontière. La construction d'un nouveau pont est bien envisagée mais le temps que cela se réalise, beaucoup d'eau coulera sur le fleuve Sénégal.

Pour ce qui concerne la distribution de l'électricité cela n'est pas mieux. Le programme de l'OMVS prévoyait des réalisations de barrages et de centrales électriques. C'est comme le reste, les autorités en discutent, on dépense des milliards sur les projets et cela fait des décennies qu'on ne voit rien. Dans des quartiers entiers dans une grande ville comme Kayes, il n'y a pas d'électricité. Pourtant c'est une capitale régionale.

Tout le monde est mécontent de cette situation. Bien sûr il est facile pour les autorités de lier cela avec la crise politique en Côte d'Ivoire. Dans ce cas-là les dirigeants de l'Etat n'ont qu'à s'arranger pour que ce ne soit pas toujours la population pauvre qui paye les conséquences. Ce ne sont pas les travailleurs et leurs familles qui sont les responsables de la crise.

SENEGAL**WADE N'EST PAS A UN MENSONGE PRES**

Devant un parterre de représentants de différents pays venus participer à Dakar au "Forum social mondial", parmi lesquels il y avait Lula (Brésil) et des militants altermondialistes (venus majoritairement d'Europe), Wade n'a pas raté l'occasion de se faire mousser. Il a déclaré avec emphase : "Notre Pays était dépendant

alimentairement il y a 4 ans. Nous importions 600 000 tonnes de riz (...) Eh bien aujourd'hui... nous produisons, ici même, tout ce que nous mangeons".

Menteur! 15 jours auparavant, son propre directeur général de la Société d'aménagement et d'exploitation des terres du delta du fleuve Sénégal (SAED), a affirmé que la moitié du riz consommé

au Sénégal est produite dans le pays (350 000 tonnes de riz paddy). Mais même ce chiffre de 50% de riz produit localement est contesté par des organisations de producteurs et des spécialistes de l'agriculture qui eux, avancent le chiffre de 30% seulement. Selon eux, les importations de riz atteignaient encore 700 000 tonnes en 2009.

Quant à un économiste sénégalais, voici son commentaire : "En matière de riz, de lait, d'huile, d'oignons, de pomme de terre ... le Sénégal est loin d'être autosuffisant".

Bien entendu, Wade est fort bien au courant de toutes ces choses-là mais il ne dit que ce qu'il l'arrange, comme d'habitude.

UNE NOUVELLE CRISE ALIMENTAIRE EST ANNONCEE

Lors d'une conférence de presse qui a eu lieu le 4 février dernier, Jacques Diouf le directeur général de la FAO et Bruneau Le Maire le ministre français de l'Agriculture ont lancé une mise en garde contre un « risque réel de crise alimentaire ». Selon ce dernier « il existe un risque d'émeutes de la faim à partir du moment où les prix sont trop élevés pour que les pays en développement puissent acheter les produits dont ils ont besoin ». Par ailleurs l'indice mensuel des prix alimentaires mondiaux de la FAO est tellement élevé que certains journaux utilisent à leur propos le terme de « pic historique ».

puissants fonds spéculatifs ainsi que des banques se sont emparés de ce marché des denrées alimentaires, profitant des incidents climatiques survenus dans certains pays producteurs.

Dans tous les pays ce sont les consommateurs ayant un bas revenu qui en feront les frais. Mais ce sont surtout les couches populaires des pays pauvres qui en pâtiront le plus eux qui même en temps « normal » arrivent à peine à se nourrir. Une crise alimentaire semblable à celle de 2008 se profilerait à l'horizon et dont les récentes manifestations en Afrique du nord ne sont peut-être que les premiers signes.

Il s'agirait selon ce ministre d'une hausse résultant de la flambée des prix des matières premières, liée à des facteurs climatiques, à l'augmentation de la demande de certains pays et surtout à la spéculation. Effectivement des

Pour le moment cela ne semble pas trop perturber la voracité des possesseurs de capitaux et du monde de l'argent. Mais à force d'abuser ils finiront un jour par faire l'unanimité contre eux.

SUD-SOUDAN

A QUI PROFITERA LA CREATION DU NOUVEL ETAT ?

Du 9 au 15 janvier dernier, lors d'un référendum, les habitants du Sud Soudan se sont massivement prononcés (près de 99%) en faveur de la sécession de leur région ; celle-ci deviendrait effectivement indépendante au terme d'une période de transition de six mois. Ce serait le 54ème pays indépendant de l'Afrique.

Depuis son indépendance obtenue en 1956, le Soudan a connu plusieurs longues périodes de guerre civile dans la partie Sud. Mais en fait, les antagonismes datent depuis la colonisation britannique pendant laquelle les habitants de cette

région, à majorité animiste à l'époque, n'ont eu droit qu'à une présence de missionnaires pour évangéliser la population. C'est donc depuis toute cette période que les populations de cette région souffrent du manque presque total d'infrastructures : routes, écoles, hôpitaux, accès à l'eau potable et à l'électricité etc. Tout cela a contribué à alimenter l'hostilité des Sudistes à l'égard du Nord et qui aujourd'hui se traduit par un vote massif en faveur de l'indépendance.

C'est de cette région que sont extraits les trois quart du pétrole du Soudan. Celui-ci est

acheminé par pipeline vers le Nord où il est raffiné avant exportation. Pendant de longues années le Soudan était considéré par les grandes puissances et derrière elles par les compagnies pétrolières, comme étant « un pays ami ». Les marchands d'armes l'ont largement approvisionné pour mâter les rebelles du Sud mais aussi ceux du Darfour, autre région en guerre contre l'autorité centrale. Mais en fait ils aidaient les deux camps.

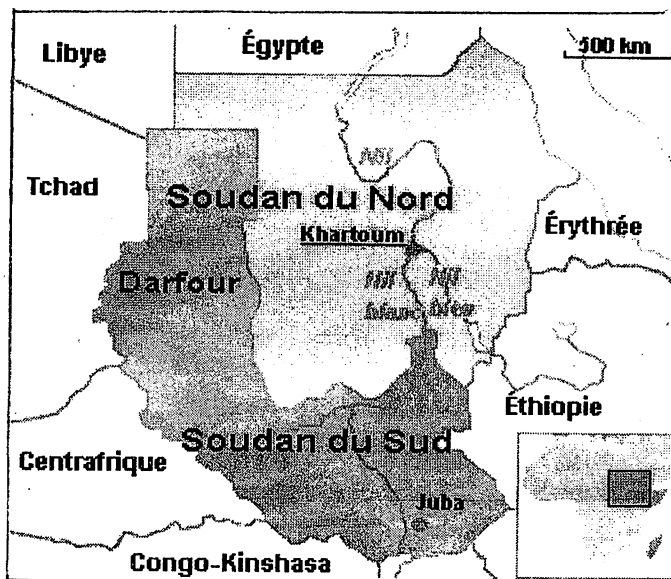
Mais depuis quelque temps Omar El Béchir, le dictateur actuel leur a fait quelques « infidélités » notamment en se tournant vers la Chine, qui cherche à s'approvisionner en or noir. A partir de ce moment les grandes puissances, au premier rang desquelles il y a les Etats-Unis, ont découvert que ce dictateur était responsable de crimes de guerre. Ce que du reste il est, comme bon nombre d'autres potentats qui sévissent sur le continent africain ou ailleurs et avec lesquels les puissances impérialistes entretiennent de bonnes relations. Ils l'ont placé sous le coup d'un mandat d'arrêt international et menacent de le faire comparaître au Tribunal Pénal International. Récemment, Hillary Clinton la ministre américaine des affaires étrangères a déclaré que son pays était prêt à revoir son attitude envers le dirigeant soudanais puisque celui-ci se plie au résultat du référendum pour l'indépendance du Sud. Et très rapidement les Etats-Unis ont salué ce résultat.

Derrière certains conflits armés en Afrique, il y a directement la rivalité entre groupes capitalistes qui cherchent à mettre la main sur les richesses naturelles en l'occurrence le pétrole. Les opérations militaires font des morts par milliers, auxquels s'ajoutent les morts dues aux conséquences : famines, maladies etc.

Les frontières actuelles du continent africain sont le résultat des découpages effectués par les anciennes puissances coloniales en fonction de leurs rivalités et de leur rapport des forces. Ces frontières servent en outre de chasse gardée pour les dictateurs en même temps qu'elles constituent une prison pour les peuples.

Les révolutionnaires socialistes sont pour la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes y compris à faire sécession, tout en disant que cela ne

résoudra pas les problèmes. En même temps ils sont pour l'extinction des frontières dans le cadre d'une Afrique unie. Mais cela sera l'œuvre des travailleurs en lutte contre le système capitaliste.



Le dictateur craint pour ses frontières

Dans une interview sur TV5Monde le dirigeant tchadien Idriss Deby a déclaré que « les traités de l'ONU, de l'UA (Union Africaine), parlent de l'intangibilité des territoires hérités de la colonisation. Maintenant on a mis ça en cause, c'est un précédent extrêmement grave. Demain quel sera le second pays qui va se déchirer ? ».

Ce dictateur ami de la France et surtout de la compagnie pétrolière Total, est à la tête d'un pays qui a des frontières communes avec le Soudan. Il craint sans doute que les populations qu'il opprime et que ses armées rançonnent, prennent exemple sur celui de son voisin pour faire sécession. Il voudrait que Paris le rassure en lui donnant des garanties. Les dirigeants français n'ont rien à lui refuser. Les armées françaises présentes au Tchad, ont dans le passé sauvé son pouvoir à plusieurs reprises des attaques armées des troupes rebelles. Et il en sera sans doute ainsi tant que Deby et son régime ne nuiront pas aux profits colossaux des compagnies pétrolières telle que Total et ses associés.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.